



ENTREPRENEURIAT SOUHAITABLE 2040



PROJECTIONS DE TENDANCES

L'INTENSIFICATION DE CRISES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES



FONDATION ENTREPRENDRE
Accompagner l'entrepreneuriat dont la société a besoin

PROJECTIONS DE TENDANCES

1 Les équilibres territoriaux

2 L'intensification des crises économiques et sociales

3 La prise en compte des limites planétaires

4 Les métiers de demain

5 Les valeurs et les imaginaires de l'entrepreneuriat

6 Les nouvelles formes d'entreprendre

7 La structuration du marché des acteurs de l'accompagnement de l'entrepreneuriat

8 Le soutien public à l'entrepreneuriat



Les fiches « projections de tendances » ont été réalisées dans le cadre de la démarche prospective « L'entrepreneuriat souhaitable en 2040 », initiée par la Fondation Entreprendre et conduite par Julie Rieg, sociologue indépendante et fondatrice de Change it Use it. Elles portent sur des variables considérées à la fois comme incertaines dans le futur et impactantes dans le champ prospectif étudié, ici l'entrepreneuriat et son accompagnement.

Les projections de tendances et les hypothèses « et si » que présentent ce document reposent sur une analyse documentaire (articles de recherche, ouvrages, rapports d'études, études prospectives...) et des entretiens avec des experts reconnus des enjeux explorés.

Ce document de projection de tendances constitue l'un des matériaux de la démarche de prospective menée par la Fondation Entreprendre qui vise à permettre à l'écosystème d'acteurs qui agit en faveur de l'entrepreneuriat de co-produire une vision souhaitée et réaliste de l'entrepreneuriat à l'horizon 2040 et de la décliner en orientations stratégiques à destination des acteurs de l'accompagnement de l'entrepreneuriat.

2 L'INTENSIFICATION DES CRISES ECONOMIQUES ET SOCIALES

EST-CE QU'EN 2040



... on sortira à peine de la stagflation née dans les années 2020 ?

... les crises économiques et sociales seront devenues une normalité, une nouvelle donne avec laquelle composer en continu ?

... le taux de chômage officiel atteindra 30 % et les entrepreneurs subis et précaires se multiplieront ?

... les tensions sociales s'exacerberont contre les entreprises qui mettent les valeurs sociales et environnementales de côté ?

... face aux crises, les États auront instauré un revenu universel de base pour limiter les inégalités et réduire la pauvreté ?

... les écarts de salaires seront limités légalement à un ratio de 10, 20 ou 30 ?

... les dirigeants seront obligés de partager largement leurs profits avec les salariés (de type 40 à 45 % pour les salariés, 10 à 15 % dédiés aux associés et 40 à 45 % dédiés au fonctionnement et au développement de l'entreprise) ?

... les entrepreneurs participeront massivement à des programmes de formation à la résilience ?



Les crises économiques adviennent sous l'effet de cinq causes majeures :

- 1- une crise financière (dont les crises bancaires, boursières ou de la dette publique),
- 2- une crise sociale (manque de confiance du peuple dans son économie),
- 3- une politique monétaire mal adaptée à la situation du pays,
- 4- une instabilité politique (guerre, révoltes...)
- 5- un déficit public excessif en raison d'une mauvaise politique budgétaire.

Elles engendrent - entre autres - des chutes du PIB dans les pays impactés et une hausse des faillites d'entreprises. En France, les crises économiques ont particulièrement démarré dans les années 1970 en raison de la hausse des prix du pétrole. C'est à cette occasion que les experts ont découvert qu'une faible croissance économique était possible en même temps qu'une forte inflation, phénomène appelé depuis lors la stagflation. Analysée au départ comme une crise éphémère, on l'appelle aujourd'hui la période des Trente Piteuses (à la suite des Trente Glorieuses), cette crise ayant duré plus de 20 années.

A savoir : il est extrêmement difficile de sortir d'une stagflation.

Sans surprise, les stagflations ont pour conséquence de nombreuses faillites d'entreprises, ainsi qu'une augmentation du chômage et de la pauvreté. Les plus hauts niveaux de chômage sont enregistrés dans les années 1980, atteignant plus de 10 % en Europe et aux États-Unis.

Bien que le gouvernement français communique fortement sur la forte reprise économique de 2022 avec une prévision à 3,6 % selon la Banque de France, de nombreux économistes soulignent le risque actuel d'une stagflation, certains estimant même que la stagflation serait déjà là. Dans tous les cas, l'inflation gagne du terrain, les prix ayant augmenté de 4,8 % sur un an en France entre avril 2021 et avril 2022, en raison notamment de l'augmentation des prix de l'énergie qui ont cru de 26,6 % sur la même période.

En parallèle des crises financières (les Trente Piteuses, le Krach boursier des années 2000, la crise des subprimes de 2008...), la précarité a elle aussi augmenté ces dernières décennies et notamment à partir des années 1990.

En 2019, on compte 14,6 % de personnes pauvres en France au seuil de 60 % du revenu médian, ce qui représente le taux le plus élevé depuis les années 2000. Les personnes actives sont aussi touchées, l'emploi ne suffisant plus

à assurer une sécurité financière. La crise économique de 2008 a particulièrement impacté les ménages les plus pauvres qui ont connu une chute conséquente de leur niveau de vie. Dès lors, la dépendance au système

de redistribution français s'intensifie, ce dont témoigne l'augmentation de 30 % du nombre de bénéficiaires de minimas sociaux entre 2008 et 2019.

Au-delà du chômage, la précarité des actifs se traduit par une augmentation de temps partiels, la superposition de petits emplois et le développement de l'entrepreneuriat subi (voir la fiche projections de tendances « Les nouvelles formes d'entreprendre »). Le sociologue Juan Sebastian Carbonelle évoque aussi le « nouveau prolétariat du numérique ». Il rend ici compte des travailleurs « ubérisés », qui travaillent pour le compte de plateformes numériques qui les mettent en relation avec des clients mais sans garantir leurs droits.

Ces travailleurs sont aussi appelés les « travailleurs du clic ». Une directive est en cours d'instruction par le Parlement européen et le Conseil pour améliorer les conditions de ces travailleurs. Les inégalités sociales se creusent aussi. En 2018, les 10 % du haut de l'échelle des revenus touchaient en moyenne 7,1 fois ce que touchent les 10 % du bas de l'échelle, après impôts et prestations sociales. Ces écarts entre les plus riches et les plus pauvres touchent particulièrement les Français en quête d'équité.

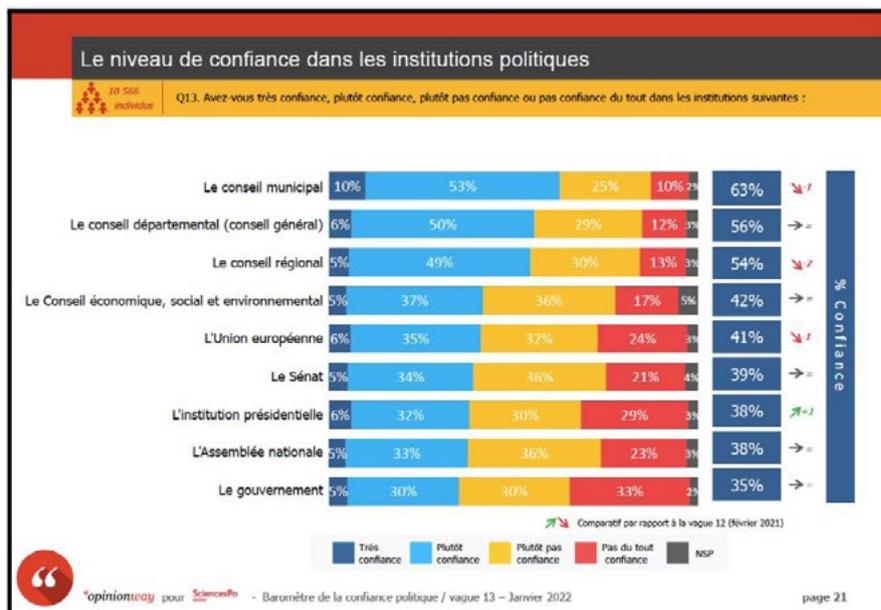
Face à l'ensemble de ces enjeux sociaux et économiques, les chercheurs évoquent une fatigue collective, vécue aussi bien au niveau individuel qu'au niveau des corps sociaux, fatigue qui s'explique par la succession de crises et qui se traduit par une perte de sens social, de manque de reconnaissance de la part de la société et par l'absence de confiance envers les institutions (surtout nationales comme le montre le graphique ci-après).

En 2022, 75 % des Français sont d'accord avec l'affirmation selon laquelle "Notre pays a perdu sa boussole morale".

Ces dernières années, la France a connu des tensions sociales de taille, avec entre autres le mouvement des gilets jaunes, les nombreuses manifestations pour le climat ou encore la crise démocratique qui se manifeste par des taux d'abstention records aux élections politiques. Ces tensions témoignent largement de cette « fatigue collective » (mentionnée ci-avant dans le texte).

En 2019, le baromètre d'opinion de la DREES a montré que 90 % des Français se sentent préoccupés par la pauvreté et que 30 % d'entre eux pensent que cette situation pourrait leur arriver dans les cinq années à venir. La crise a nécessairement impacté les préoccupations des Français avec en tête la crise économique (28 % d'entre eux en 2020, soit +9 points par rapport à 2019).

Par ailleurs, les crises sont vues comme des leviers pour accélérer des mutations, sanctionner les défauts de régulation passés et forcer l'avènement de nouvelles institutions.



A titre d'exemple, la crise de la covid-19 a contribué à une accélération du développement économique, avec des investissements à la hausse, des recrutements massifs sur de nouveaux marchés et des créations records de nouvelles sociétés (santé, construction, informatique, éducation, action sociale et B to B de pointe). Concrètement, les financements de la tech sont de plus d'un milliard d'euros par mois pour organiser la distribution, le télétravail, les approvisionnements et la mise à disposition de services à distance, entraînant dans son sillage le développement d'autres secteurs (vente à distance, poste et coursiers, agences immobilières, installation électrique...). Mais si la crise a contribué à une accélération, elle ne s'est pas poursuivie par une bifurcation des modèles économiques alors que de nombreux acteurs misaient sur un « monde d'après ». Il en est de même de la crise des subprimes qui devait permettre d'arrêter la financiarisation poussée à l'extrême, ce qui n'a pas eu lieu.

En même temps, la crise sanitaire a aussi contribué à augmenter les inégalités. Au premier semestre 2020, 715 000 emplois ont été supprimés qui concernaient principalement des postes précaires (intérim). Ce sont les ouvriers (54 %) et les employés (36 %) qui ont été particulièrement touchés par le chômage partiel. Les ménages ont enregistré une perte de revenu de 2,7 %, ce qui n'était pas arrivé depuis 1949.

Ces données sont enregistrées alors même que le gouvernement français a déployé 100 milliards d'euros dans son plan de relance, avec notamment la mise en place de mesures de soutien au revenu des ménages et des entreprises (activité partielle, subventions versées par le fonds de solidarité aux petites et moyennes entreprises et des mesures de renforcement de la trésorerie des entreprises).

Pour faire face à la guerre en Ukraine, le gouvernement poursuit son soutien à travers le plan de résilience économique et sociale (aides financières pour les secteurs les plus touchés, notamment sur le plan des exportations et de l'énergie).



ENJEUX POUR LE FUTUR

Dans le futur, le maintien d'un soutien des entreprises et des ménages en cas de crise économique pose question. Les gouvernements en place pourront-ils encore mettre en place des plans d'urgence et de relance d'envergure ?



Pour les entrepreneurs, la question porte principalement sur la mise en place de modèles économiques, de gouvernance et organisationnels résilients pour se préparer et faire face aux crises.

Les modèles de résilience pourront être pensés à grande échelle, entre plusieurs acteurs et sur plusieurs territoires, avec de nouvelles formes de collaborations à inventer.

Il est aussi question d'identifier les opportunités créées par les crises et de s'y positionner, soit une capacité à développer rapidement de nouveaux modèles.

Bien évidemment, il s'agit aussi de trouver des solutions pour réduire l'ampleur des crises et réduire leurs impacts négatifs, et de s'assurer que les crises amènent les changements sociétaux qu'elles suggèrent, le "monde d'après" si l'on pense à la crise sanitaire, c'est-à-dire à accélérer les mutations en cours, sanctionner les défauts de régulation et forcer l'avènement de nouvelles institutions pour accompagner la mise en œuvre des mutations.

Enfin, l'intensification de crises appelle aussi un soutien psychologique des acteurs, des systèmes de solidarité et le développement d'assurances adaptées.

ZOOM SUR LE RESILIENCE DESIGN TOOLKIT GUIDE



Le Resilience Design Toolkit Guide présente une méthodologie, des outils et un jeu pour concevoir des Business Models Résilients. Il s'appuie sur des techniques issues de la nature transposées au monde de l'entreprise pour aider les entrepreneurs, intrapreneurs et plus largement entreprises à faire évoluer leur modèle économique dans une perspective de résilience (capacité à se rétablir suite à des perturbations extérieures). Il s'agit aussi bien de penser la gestion de ses déchets que la réduction de la consommation d'énergie et les principes stratégiques et organisationnels inspirés de la biodiversité. Le guide d'utilisation, la méthode design et le jeu ont été développés dans le cadre du projet ResilieNtWEB financé par le programme européen Interreg IVB.

The image shows the cover of the Resilience Design Toolkit Guide. It features several key elements:

- 1 Business Model Canvas**: Le Business Model Canvas est un outil libre qui permet de schématiser des business models. Below this is a diagram of the Business Model Canvas with various sections like 'WASTE - REUSE', 'LOCAL SOURCING & SUPPLY', 'OFF-SHORE REPAIRABILITY', 'COLLABORATE WITH SUPPLIERS & PARTNERS', and 'MULTIPLE BUSINESS STREAMS'.
- 1 Resilience Principles Map**: Tous les principes de la résilience et leurs connexions dans un seul schéma. Below this is a 3D map showing interconnected nodes and lines.
- 30 Resilience Design Magnets**: Ces aimants de la taille d'un post-it vous permettent de structurer vos idées sur le Business Model Canvas. Below this is a small image of a magnet.
- 30 Resilience Design Cards**: Chaque carte utilise un principe de conception résiliente. Voir page 20 pour plus de détails. Below this is a small image of a card.
- 1 Un répertoire en ligne doté d'études de cas commerciaux**: Visitez short.resilientweb.eu/repository



ILS PROJETTENT LES CRISES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES DE DEMAIN



Comme le rappelle le sociologue Gérard Mermet dans Francoscopie 2030, il est extrêmement difficile de projeter les indicateurs économiques, ces derniers relevant de dynamiques complexes et reposant sur de multiples facteurs dont la survenue de « cygnes noirs » (des événements imprédictibles mais probables). C'est ce qui explique que les prédictions des économistes sont souvent contradictoires.

Force est de constater que les scientifiques et les prospectivistes projettent une augmentation en fréquence et en intensité des crises économiques et sociales, au point que Noémie Aubron de l'agence 15 marches parle de « normastrophe » ou, dit autrement, le fait que l'exceptionnel devienne une normalité et donc - aussi -

une habitude pour les acteurs publics et privés. Dans son rapport Global Trends 2040, la CIA présente une vision sombre de notre avenir. Quels que soient les scénarios, le monde y est fragmenté et les contestations nombreuses. Les scénarios reposent sur l'hypothèse de l'intensification et de l'accélération des crises partout dans le monde.



La crise climatique est vue comme un élément déclencheur, les événements climatiques extrêmes se multipliant, ce qui a pour effet d'intensifier les crises humanitaires et de recentrer les gouvernements sur des stratégies de résilience face aux chocs et aux changements systémiques. En même temps, les sociétés occidentales font face à une perte de légitimité du pouvoir politique. Les décisions gouvernementales sont de moins en moins acceptées et l'Etat providence ne parvient plus à compenser les effets négatifs des crises. En conséquence, des conflits sociaux d'envergure sont imaginés au sein même des pays, ces derniers pouvant aller jusqu'à remettre en cause les gouvernements en place.

Le Programme Interdisciplinaire Energie du CNRS 2006-2009 a imaginé un scénario à l'horizon 2050 dans lequel les pays de l'OCDE ont connu une faible croissance économique sur la première moitié du XXI^e siècle, avec un contexte de répétition de crises économiques et financières.

Dans son rapport Vigie, Futuribles se penche sur les ruptures possibles (et plausibles) d'aujourd'hui à 2050. Parmi ces ruptures nombreuses, la multiplication de crises sanitaires d'envergure mondiale et des inégalités exacerbées entre pays selon leur capacité à gérer ces crises et protéger leur population.

PRINCIPALES SOURCES MOBILISÉES



1. *La crise des années 1970-1990*, Larousse, 2022
2. *Comprendre les risques de la stagflation en 5 questions*, Les Echos, 2022
3. *Pouvoir d'achat : à 4,8 %, l'inflation poursuit son inexorable hausse*, Les Echos, 2022
4. *Baromètre de la confiance politique*, Sciences Po, 2022
5. *L'économie française en 2020, une année de bouleversements*, INSEE, 2021
6. *2022 : reprise, accélération ou bifurcation de l'économie ?* [Olivier Passet], Xerfi, 2021
7. *Pourquoi parle-t-on de crise de l'État-providence et quelles sont les pistes de réforme ?*, Vie publique, 2021
8. *Les inégalités sociales à l'épreuve de la crise sanitaire : un bilan du premier confinement*, INSEE, 2020
9. *Rapport sur la pauvreté en France* – 1^{ère} édition 2018, Observatoire des inégalités, 2019

10. *Francoscopie 2030*, Gérard Mermet, 2018
11. *Deux publications sur l'évolution des inégalités de revenus, de patrimoine et de niveau de vie*, Précarité énergie, 2018
12. *Propositions de la Commission pour améliorer les conditions de travail des personnes travaillant via une plateforme de travail numérique*, Commission européenne, 2021
13. *Concevoir des Business Models Résilients*, Resilience design guide, IMD COnseil, 2016
14. *Résilience organisationnelle: Rebondir face aux turbulences*, Guy Tonninckx et Gilles Teneau, 2010